



Déclarations et Discours

No 79/19

LE CANADA ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Discours de M. Richard Tait, chef de mission du Canada près des Communautés européennes, devant la Chambre de Commerce de l'Ontario (Toronto, 24 octobre 1979)

Je comprends qu'il peut être risqué d'inviter un des représentants canadiens à l'étranger à venir parler des relations entre le Canada et la nation ou l'institution auprès de laquelle il est justement accrédité. Comme il est de mon devoir de saisir toutes les occasions de promouvoir les intérêts du Canada par rapport à la Communauté économique européenne — et de cultiver cette relation avec toute la diligence et l'éloquence dont je suis capable — je risque de ne pas avoir toute l'objectivité voulue pour analyser l'importance de renforcer nos liens avec l'Europe. Je crois cependant que je peux échapper à ce risque professionnel et éviter d'exagérer mon point de vue. Je suis par ailleurs extrêmement heureux de pouvoir exposer ici, devant ce groupe d'éminents décisionnaires du milieu des affaires, pourquoi je considère que l'Europe devrait occuper une place prépondérante dans nos réflexions actuelles, et pourquoi nous devons accorder une attention particulière à l'expansion de nos relations économiques et commerciales avec elle dans les années à venir.

Les conférenciers qui s'attaquent à ce sujet ont l'habitude de commencer par un éloge des liens historiques qui unissent le Canada et l'Europe. Certes, on ne dira jamais assez toute l'importance de ces liens. Nos relations économiques, politiques et militaires avec l'Europe remontent au tout début de notre existence nationale. Nos affinités de langue et de culture, de valeurs sociales et de traditions politiques, nos sympathies naturelles alimentées par les courants d'immigration ont toutes contribué à établir une solide fondation sur laquelle il nous est permis de resserrer nos liens avec l'Europe. Par contre, quand vient le temps d'analyser nos transactions économiques et commerciales transatlantiques — et c'est précisément à ce domaine que je m'intéresse au premier chef — nous devons reconnaître en toute honnêteté que les réalisations des deux dernières décennies n'ont pas répondu à toutes nos attentes. De part et d'autres de l'Atlantique, on a le sentiment que le potentiel d'échanges financiers et commerciaux mutuellement avantageux n'a pas été pleinement exploité. Il serait cependant exagéré de parler de stagnation puisqu'en termes absolus, nos échanges se sont accrus à un rythme soutenu. Néanmoins, les résultats apparaissent moins satisfaisants quand on considère l'importance relative de l'Europe dans l'ensemble du commerce extérieur du Canada, et vice-versa.

Cette situation s'explique par le jeu complexe d'un certain nombre de facteurs, dont quatre, à mon avis, ont été déterminants. D'abord, nous avons vu le Royaume-Uni se distancer de plus en plus en tant que partenaire commercial, en particulier à partir du moment où la Grande-Bretagne est entrée dans le Marché commun en 1973, avec les conséquences que nous savons, soit la perte de l'accès préférentiel du Canada à ce marché et l'imposition de préférences inverses sur beaucoup de marchandises qui nous intéressent du point de vue de l'exportation. En second lieu, l'expansion générale du
